



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n° 2011-DLP/BUPE-**397** du - 4 NOV. 2011

mettant en demeure la société RETIA à JOUY-aux-ARCHES de respecter les prescriptions des articles 2, 3 et 6 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-315 du 13 août 2010 relatif à la remise en état d'un ancien site de distillation et stockage de goudrons à JOUY-aux-ARCHES.

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'Environnement, parties législative et réglementaire, livres V titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L.514-1 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté préfectoral DCTAJ-2011-110 en date du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-315 en date du 13 août 2010 imposant à la société RETIA des prescriptions complémentaires relatives à la remise en état d'un ancien site de distillation et stockage de goudrons à JOUY aux ARCHES.
- VU** le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 13 octobre 2011 concernant notamment le non-respect des articles 2,3 et 6 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-315 en date du 13 août 2010 ;

Considérant de ce fait que cette situation est de nature à porter préjudices aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société RETIA, située nationale 57 à JOUY aux ARCHES, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 2,3 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-315 en date du 13 août 2010, dans un délai d'un mois et l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-315 en date du 13 août 2010 dans un délai de 3 mois.

Article 2 : Infractions aux dispositions de l'arrêté

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg, par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4: Exécution

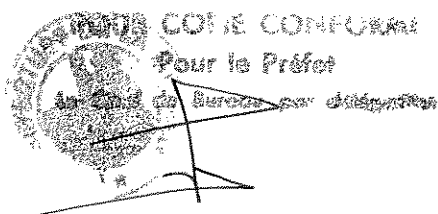
Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
Le Sous-préfet de METZ-CAMPAGNE,
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise pour information, au maire de la commune où est implantée l'entreprise.

Fait à Metz, le - 4 NOV. 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Metz-Campagne
Secrétaire Général adjoint de la préfecture

François VALEMBOIS



R. LANGENFELD